

# Déclaration du Collectif National d'ENSEMBLE!

Category: Vie du mouvement

écrit par Jérémy | 20 septembre 2021

## Déclaration du Collectif National d'ENSEMBLE!

### Le contexte international

En cet automne 2021, la situation générale, est d'une gravité exceptionnelle, accentuée par les logiques capitalistes :

- Menace accélérée de destruction des conditions de la vie humaine sur la planète (rapport du GIEC), écroulement de la biodiversité. Dans dix ans, il sera trop tard pour limiter la catastrophe, ce qui nécessiterait une rupture sociale, politique, culturelle, démocratique d'une ampleur inégalée. L'urgence, c'est maintenant.

- Pandémie du COVID-19 qui paralyse les sociétés, montre les inégalités énormes d'accès aux biens de santé (vaccins), provoque une crise des liens sociaux, des représentations du monde, bouscule des lois économiques des lois économiques jusqu'ici présentées comme intangibles (politique de l'UE au début de la pandémie, dépenses publiques, politique de Biden ...), menace les acquis sociaux, renforce les multinationales.

- Tensions géopolitiques entre nouveaux blocs d'alliances d'États (USA-Chine-Russie), développement des armements, aggravation des crises ou des guerres : Moyen-Orient (Israël-Palestine, Syrie...), Afrique subsaharienne (Sahel), Asie (Afghanistan-Pakistan, Inde...), recul de la démocratie en Tunisie. Résurgence des mouvements terroristes. La victoire des Talibans impose au peuple afghan un régime théocratique profondément réactionnaire.

- Menace de régimes politiques antidémocratiques (ou illibéraux) en Europe et dans certains États des USA attaquant les droits des femmes (avortement), les droits des migrants, ou de régimes fascisant (Brésil-Inde), en dépit de la

salutaire défaite de Trump aux États-Unis. Victoire dramatique des talibans en Afghanistan.

Même si, face à cette situation, les peuples se mobilisent et innovent (exemple : l'assemblée constituante au Chili), le contexte mondial reste très préoccupant.

### **En France, la situation sanitaire et les réactions**

La situation sanitaire liée au COVID 19 s'est dégradée rapidement cet été, les pouvoirs publics ayant poursuivi la casse des services publics de santé et n'ayant pas entendu les avertissements des scientifiques. La méthode utilisée par le gouvernement Macron pour y faire face reste identiquement scandaleuse : tournant brusque, décisions autoritaires, mise à l'écart de la démocratie. Les annonces du 12 juillet ayant provoqué une crise politique et sociale, des mobilisations populaires ont éclaté en dehors des cadres du mouvement ouvrier. Il s'y côtoie, selon des variations locales, des inquiétudes compréhensibles, la remise en cause de la parole politique, des éléments complotistes, un regain d'idéologie libérale (rejet de la vaccination) et des propos réactionnaires sous l'impulsion de l'extrême-droite. L'explication de la situation par l'antisémitisme y est présente et peu rejetée par les manifestant.es. Ces éléments ne permettaient pas la participation des forces progressistes. Une partie de la gauche et du mouvement syndical s'y est mêlée malgré tout, mais sans pouvoir peser.

### **ENSEMBLE ! propose de répondre à cette situation avec les propositions suivantes :**

- La situation sanitaire est grave et nécessite des mesures fortes et discutées dans la société au lieu des décisions autoritaires des gouvernants.
- Le principe d'une vaccination généralisée est juste. Il doit résulter de la conviction que la vaccination est, à l'heure actuelle, le meilleur moyen de lutter contre la pandémie. Pour cela, il importe d'aller vers les populations et de faciliter au maximum l'accès aux vaccins. Ce qui nécessite de lutter

contre les discriminations territoriales et sociales et d'encourager le débat dans la société. Les organisations syndicales doivent y prendre place en défendant une démocratie sanitaire.

- Si le contrôle de la vaccination est nécessaire, il convient d'agir contre les aspects dangereux pour les libertés de ce pass sanitaire (contre lequel nos députées ont voté) et de refuser qu'il serve à des mesures contre les droits des salarié.es (salaire-emploi) continuant à grignoter le Droit du travail.

- Le pass et les autres mesures restrictives des libertés doivent cesser avec la fin de l'état d'urgence sanitaire le 15 novembre. Nous exigeons un moratoire des suspensions de salarié.es ayant refusé la vaccination afin de prendre le temps de les convaincre.

- La pandémie étant mondiale, il importe d'exiger que les brevets soient levés pour que tous les pays, particulièrement les plus pauvres, puissent accéder à une vaccination de masse, avec les transferts de technologie nécessaires.

- La destruction de l'hôpital public doit être enrayée par des moyens bien supérieurs à ceux du Ségur de la santé : revendication de 100 000 embauches et arrêt des fermetures de lits

### **La situation sociale**

- La durée de la crise sanitaire et la fin du « Quoi qu'il en coûte » social font courir le risque d'une accentuation de la crise sociale (suppressions d'emplois, aggravation du chômage et de la précarité généralisée). Le télétravail comporte la menace d'une destruction du collectif de travail et d'une généralisation de l'allégeance à des plates-formes (de type Uber) détruisant le Code du travail.

- Macron a plusieurs fois relancé l'idée de la réforme des retraites et précisé que celle de l'assurance chômage serait concrétisée à l'automne. Il est essentiel de préparer une mobilisation unitaire du mouvement social préparée par des assemblées sur les lieux de travail et les quartiers,

associant organisations syndicales et partis de gauche contre ces mesures, notamment celle qui consiste à appauvrir la population en s'attaquant aux chômeurs/ses.

- En conséquence, ENSEMBLE ! appelle à la mobilisation unitaire :

- Pour des réponses permettant d'agir contre le virus tout en préservant les libertés et en misant sur l'acceptation citoyenne éclairée ;

- Pour développer les résistances aux régressions sociales qui s'annoncent, notamment contre la réforme de l'assurance-chômage, il convient de créer les conditions d'un « front commun » associant les syndicats, associations et partis politiques. Pour sa part, ENSEMBLE ! développera une activité continue contre le chômage et la précarité, avec l'écriture d'une brochure, le suivi des initiatives, l'impulsion de cadres unitaires de soutien politique.

- Pour une rentrée sanitaire et sociale contre les politiques régressives et autoritaires du macronisme.

- Les mobilisations prévues dans l'Éducation nationale le 23 septembre et surtout la journée interprofessionnelle du 5 octobre, axée notamment sur les salaires, peuvent permettre cette mobilisation à condition d'associer mesures progressistes contre le virus et revendications sociales, particulièrement contre la réforme de l'assurance chômage.

- Le Collectif national Plus jamais ça est un point d'appui important pour allier mobilisations, droits sociaux et transition écologique. Il est important de soutenir son action, et qu'elle s'ancre dans des mobilisations concrètes, dans des entreprises ou des alternatives économiques (SCOP). La présence des forces politiques est souhaitable, mais il faut veiller à ce que cela ne crée pas de divisions.

- Les mobilisations prévues pour la COP 26 doivent permettre d'exprimer l'urgence écologiste.

- Les Afghanes et Afghans qui le souhaitent doivent bénéficier du statut de réfugié-e sans exclusive. La France devrait avec d'autres pays exiger que la convention de Genève de 1951 (relative au statut de réfugié) ajoute le mot « sexe » aux

causes de discrimination prévues.

- ENSEMBLE! participera à toutes les mobilisations pour les droits des migrant.es, pour la régularisation des sans-papiers.

### **Les perspectives politiques pour les mois à venir**

- La crise sanitaire a accentué les situations de crise de la société. C'est dans ce contexte bouleversé que se préparent les échéances électorales de 2022. Cela ne peut qu'encourager l'abstention et la propagande d'extrême droite.

- Lors de l'élection présidentielle, le risque existe d'un second tour entre Macron et une Le Pen qui pourrait alors incarner la colère populaire. Malgré son recul lors des régionales, on ne peut exclure que l'extrême droite puisse alors l'emporter, avec les conséquences catastrophiques que cela représenterait. La probable candidature Zemmour constitue un signe grave des dérives présentes dans la société.

- La possibilité d'un 2<sup>e</sup> mandat de Macron fait peser sur la société le risque de nouvelles et profondes régressions sociales. ENSEMBLE! considère que, pour construire une alternative au macronisme, il faut rompre avec les logiques libérales qui ont dominé, notamment lors du quinquennat de Hollande. Pour ce faire, il faut construire un mouvement social et politique qui rassemble les forces syndicales, associatives, politiques sur un programme de rupture débattu dans les AG sur les lieux de travail et dans les quartiers. Ensemble ! s'engage dès maintenant nationalement et prendra localement les initiatives nécessaires pour construire ce rassemblement, dans les luttes et dans les urnes.

- Au-delà de ce profil général, il reste à déterminer quelle sera l'orientation concrète d' ENSEMBLE! dans les mois qui viennent, notamment pour la séquence électorale du printemps 2022. Une consultation de ses adhérent.es est organisée à ce propos entre le 6 octobre et le 8 novembre.

**Adopté par le Collectif National le 19 septembre 2021**